

une page à tourner

de la production, qu'ils caricaturent comme une quête futile d'« autarcie ». Mais la question n'est pas de choisir entre mondialisation et autarcie. Il s'agit de constater que bien des gens ont désormais compris qu'en régime de libre-échange leur pays n'était pas en mesure de les protéger. Ils ne l'oublieront pas.

« UNE FAILLE DE LA TAILLE DU GRAND CANYON DANS NOTRE SYSTÈME »

De la même façon, les discours béats vantant les mérites du juste à temps et de l'« efficacité maximale » puisque « tout le monde en profite » sonnent désormais creux : chacun se rend compte que ce système vise surtout à maximiser les profits au détriment de la santé, de l'équité et même de la sécurité nationale.

Signe que quelque chose a changé, les ministres du commerce des pays du G20 ont publié le 30 mars une déclaration expliquant que les mesures nécessaires à la lutte contre la pandémie pouvaient être considérées comme des exceptions légitimes aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Qu'autant de dispositions violent le carcan de l'institution souligne finalement la façon dont cette dernière empêche les pouvoirs publics de répondre aux besoins de leurs populations.

Troisième source d'espoir : la crise a bousculé les lignes de fracture politiques sur la question du libre-échange, en particulier aux États-Unis. Plutôt qu'une division gauche-droite, la pandémie révèle un autre clivage : populistes contre lobbyistes du secteur privé. M. Bernie Sanders et M^{me} Elizabeth Warren sont des populistes de gauche. Ils plaident pour la fin de cette mondialisation calibrée sur les préférences du patronat.

Mais cette vision du monde trouve désormais un écho chez des populistes de droite : « Cette pandémie a mis au jour une faille de la taille du Grand Canyon dans nos chaînes d'approvisionnement. Nous ne fabriquons plus certains produits essentiels sur le sol américain. Cela représente une menace pour notre santé, pour notre sécurité nationale et pour notre économie. Les Américains ne découvrent pas ce problème, mais Washington si. Wall Street, de son côté, espérait qu'on ne le prendrait pas la main dans le sac. » Ces propos n'ont pas été prononcés par M. Sanders ou M^{me} Warren, mais par le sénateur républicain Josh Hawley, le 3 avril.

Quatrième source d'espoir : l'accélération d'une réévaluation généralisée – par les gouvernements, mais aussi par la population – des mythes entourant l'organisation économique du monde et du rôle alloué



JOHN CROSSLEY - « Time After Time » (À chaque fois), 2016

à la Chine en tant qu'atelier de la planète. Illustration de ce revirement : Tokyo vient d'annoncer un programme de 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) visant à aider ses multinationales à quitter la Chine (1). Avant la pandémie, de nombreux pays cherchaient un moyen de doper leurs capacités de recherche et de production de façon à contrer « Made in China 2025 », le plan mis au point par Pékin pour dominer les industries de l'avenir (intelligence artificielle, véhicules verts, aérospatiale, technologies médicales, etc.). La préoccupation croissante concernant les efforts de Pékin pour promouvoir une forme d'autoritarisme high-tech, sa pratique de ce que certains commentateurs ont appelé un « mercantilisme de l'innovation (2) » et le développement de ses capacités militaires financé par un énorme excédent commercial, tout cela a bousculé les positions de l'élite politique et des responsables de la sécurité nationale de nombreux pays en matière de politique étrangère.

Ces quatre raisons suggèrent que la crise du Covid-19 pourrait réaligner les dynamiques qui structurent les débats autour de l'or-

ganisation de l'économie mondiale. Et ce à un moment où s'intéresser à qui produit quoi, où et comment devient une question de vie ou de mort.

Si nous parvenions à faire en sorte que la crise conduise à des changements positifs, nous pourrions reconstruire des économies locales, nationales et régionales plus fortes, conçues pour opérer avec des acteurs variés capables de produire les biens et services nécessaires à des prix abordables, en créant des emplois décents, en soutenant l'agriculture de petite échelle et en protégeant l'environnement. Sans surprise, la crise climatique exige les mêmes évolutions.

UNE BOÎTE À OUTILS BIEN CONNUE QUI A DÉMONTRÉ SON SUCCÈS EN CHINE

Se souvient-on que, jusqu'au milieu des années 1990, les règles du commerce international considéraient que la nourriture n'était pas une marchandise comme les autres ? Pourquoi ? Parce que tout le monde a besoin de nourriture pour survivre. Les États exigeaient donc de disposer d'une marge de manœuvre leur permettant de déterminer comment assurer l'approvisionnement de leurs populations, y compris en constituant des stocks ou en subventionnant certaines productions. La logique vaut toujours et devrait être étendue à d'autres secteurs-clés, comme les médicaments et les équipements médicaux, où les lacunes en termes de production nationale et régionale exposent certains pays à une extrême vulnérabilité.

On connaît bien le contenu de la boîte à outils des politiques industrielles nationales, qui semble avoir mauvaise presse partout sauf en Chine, où elle a démontré son succès. On y trouve : des mesures fiscales qui récompensent la production nationale et les industries vertes, pas les délocalisations ; des mesures de réglementation financière qui favorisent les investissements productifs, pas la spéculation ; une protection des contenus nationaux et régionaux dans divers secteurs ; des appels d'offres qui encouragent le développement de chaînes de production locales ; des règlements de propriété intellectuelle qui permettent un accès à des médicaments et des technologies bon marché tout en stimulant l'innovation ; la promotion de la recherche, de la formation des travailleurs, des apprentis... Que l'on mette ces politiques en œuvre ou non ne dépendra pas d'un manque d'idées, mais de détermination politique.

LOURI M. WALLACH.

(1) Kenneth Rapoza, « Japan ditches China in multi-billion dollar coronavirus shakeout », *Forbes*, New York, 9 avril 2020, www.forbes.com

(2) Robert D. Atkinson, « The case for a national industrial strategy to counter China's technological rise », Information Technology & Innovation Foundation, 13 avril 2020, www.itif.org

du choc climatique

exclu. Les mesures prises pour s'y adapter sont relativement bien acceptées par la majorité de la population, tant qu'elles sont perçues comme temporaires.

À l'inverse, l'inaction en matière climatique nous fera sortir des mécanismes de régulation systémiques, conduisant à des dégâts majeurs et irréversibles. On peut s'attendre à une succession de chocs variés, de plus en plus forts et de plus en plus rapprochés : canicules, sécheresses, inondations, cyclones, maladies émergentes. La gestion de chacun de ces chocs s'apparentera à celle d'une crise sanitaire du type Covid-19, mais leur répétition nous fera entrer dans un univers où les répit deviendront insuffisants pour rebondir. De vastes régions abritant une grande partie de la population mondiale deviendront invivables ou n'existeront tout simplement plus, car elles seront envahies par la montée des eaux. C'est tout l'édifice de nos sociétés qui est menacé d'effondrement. L'accumulation des GES dans notre atmosphère est d'autant plus délétère que le CO₂, le plus répandu d'entre eux, ne disparaîtra que très lentement, 40 % restant dans l'atmosphère après cent ans et 20 % après mille ans. Chaque journée perdue dans la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles rend ainsi plus coûteuse l'action à mener le lendemain. Chaque décision rejetée comme « difficile » aujourd'hui conduira à prendre des décisions encore plus « difficiles » demain, sans espoir de « guérison », et sans autre choix que de s'adapter vite ou de valloir à un environnement nouveau, dont nous aurons du mal à maîtriser le fonctionnement.

Faut-il alors sombrer dans le désespoir en attendant l'apocalypse ? La crise du Covid-19 enseigne au contraire l'impérieuse utilité de l'action publique, mais aussi la nécessaire rupture avec la marche précédente. Après une accélération technologique et financière prédatrice, ce temps suspendu devient un moment de prise de conscience collective, de mise en question de notre mode de vie et de nos systèmes de pensée. Le virus SRAS-CoV-2 et la molécule de CO₂ sont des objets nanométriques, invisibles au commun des mortels. Pourtant, leur existence et leur effet (pathogène dans un cas, créateur d'effet de serre dans l'autre) sont largement admis, tant par les décideurs que par les citoyens. En dépit de l'incohérence des préconisations

gouvernementales, l'essentiel de la population a rapidement compris les enjeux et la nécessité de certaines mesures de précaution. La science représente dans ces temps un précieux guide pour la décision, à condition de ne pas devenir une religion échappant aux nécessités de la démonstration et de la contradiction. Et la rationalité doit plus que jamais conduire à écarter les intérêts particuliers.

NE PAS CONFondre LA RÉCESSION ET LA DÉCROISSANCE DE NOS PRODUCTIONS INSOUTENABLES

Tous les pays disposent de réserves stratégiques de pétrole, mais pas de masques de protection... La crise sanitaire remet au premier plan la priorité qui doit être accordée aux moyens d'existence : alimentation, santé, logement, environnement, culture. Elle rappelle aussi la capacité du plus grand nombre à comprendre ce qui se passe parfois plus vite que les décideurs. Les premiers masques faits maison sont ainsi apparus quand la porte-parole du gouvernement, M^{me} Sibeth Ndiaye, jouait encore leur port inutile... En revanche, nous semblons mieux armés pour réagir à des menaces concrètes immédiates que pour bâtir des stratégies permettant de parer à des risques plus lointains, aux effets encore peu perceptibles (5). D'où l'importance d'une organisation collective motivée par le seul intérêt général et d'une planification articulant les besoins (lire l'article pages 16 et 17).

Bien davantage encore que le Covid-19, le défi climatique conduit à remettre en cause notre système socio-économique. Comment rendre acceptable une évolution aussi radicale, un changement à la fois social et individuel ? Tout d'abord en ne confondant pas la récession actuelle – et délétère – avec la décroissance bénéfique de nos productions insoutenables : moins de produits exotiques, de passeroies énergétiques, de camions, de voitures, d'assurances ; plus de trains, de vélos, de paysans, d'infirmités, de chercheurs, de poètes, etc. Les conséquences concrètes de cette dernière ne deviendront acceptables par le plus grand nombre qu'en plaçant la justice sociale au rang des priorités et en favorisant l'autonomie des collectifs à tous les niveaux.

Un test très concret et rapide de la capacité des gouvernements à renverser les dogmes d'hier résidera dans leur attitude vis-à-vis du traité sur la charte de l'énergie. Entré en vigueur en 1998, en renégociation depuis novembre 2017, cet accord crée entre cinquante-trois pays un marché international « libre » de l'énergie. Visant à rassurer les investisseurs privés, il octroie à ces derniers la possibilité de poursuivre, devant des tribunaux arbitraux aux pouvoirs exorbitants, tout État qui pourrait prendre des décisions contraires à la protection de leurs intérêts, en décidant par exemple l'arrêt du nucléaire (Allemagne), un moratoire sur les forages en mer (Italie) ou la fermeture de centrales à charbon (Pays-Bas). Et ils ne s'en privent pas : à la fin mars, au moins 129 affaires de ce type ont fait l'objet d'un « règlement des différends » (6) – un record en matière de traités de libre-échange –, entraînant des condamnations pour les États d'un total de plus de 51 milliards de dollars (46 milliards d'euros) (7). En décembre, 278 syndicats et associations ont demandé à l'Union européenne de sortir de ce traité, qu'ils jugent incompatible avec la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat (8).

Au sortir de la crise sanitaire, les pays industrialisés auront moins besoin d'un plan de relance de l'économie d'hier que d'un plan de transformation vers une société dans laquelle chacun puisse vivre digne, sans mettre en péril les écosystèmes. L'ampleur du recours indispensable à l'action publique – qui dépassera tout ce que l'on a pu connaître – offre une occasion unique : conditionner les soutiens et les investissements à leur compatibilité avec l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement.

PHILIPPE DESCAMPS ET THIERRY LABEL.

(5) Cf. Daniel Gilbert, « If only gay sex caused global warming », *Los Angeles Times*, 2 juillet 2006.

(6) Site du traité sur la charte de l'énergie, www.energychartertreaty.org

(7) « One treaty to rule them all », Corporate Europe Observatory - Transnational Institute, Bruxelles-Amsterdam, juin 2018.

(8) « Lettre ouverte sur le traité sur la charte de l'énergie », 9 décembre 2019, www.collectifstopfa.org